

Questions orales

[Traduction]

M. ANTUN KIKAS

Mme Albina Guarnieri (Mississauga—Est): La secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que son gouvernement demandait à l'armée yougoslave de renoncer à un usage excessif de la force, pour reprendre ses termes, dans le conflit qui fait rage en Croatie. La ministre laisse donc entendre qu'elle accepte le rôle joué par l'armée yougoslave et qu'elle souhaite seulement qu'il soit limité.

L'armée yougoslave, agissant sans contrôle politique ou démographique légitime, a bombardé des cibles civiles et a commis des actes choquants et brutaux qui contredisent complètement sa prétention à la neutralité. Ces actes mérites d'être condamnés par le gouvernement.

Bien des Canadiens s'inquiètent beaucoup aussi au sujet de M. Antun Kikas, citoyen canadien capturé récemment par les forces yougoslaves et qui aurait été torturé pendant sa captivité. Toutes sortes de rumeurs circulent et l'incertitude règne à son sujet. Les Canadiens qui le connaissent attendent avec impatience que la ministre leur dise ce qui arrive à M. Kikas et quelles mesures le gouvernement a prises pour protéger la santé, la dignité et les droits de ce citoyen canadien.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, le grand événement de la journée d'hier au Canada a été sans aucun doute la belle victoire remportée par le contribuable. Que l'Alliance de la Fonction publique du Canada ait accepté que ses membres rentrent au travail sans conditions préalables, tout en sachant fort bien qu'il n'est pas question de modifier la formule zéro-trois-trois, voilà une très bonne nouvelle pour l'économie du pays.

La position du gouvernement peut sembler dure et elle l'est certes. Toutefois, quand on songe, par exemple, aux 150 000 agriculteurs de l'Ouest qui seront aux prises avec un ralentissement économique pendant plus d'une décennie, bon nombre d'entre eux ayant été contraints à abandonner leurs terres, le gouvernement aurait été malvenu d'accorder la sécurité d'emploi absolue et des augmentations de salaire à ses fonctionnaires, qui sont presque aussi nombreux que les agriculteurs, alors même

que le seul recours pour le faire consisterait à majorer les impôts ou à accroître encore la dette.

Les fonctionnaires ne constituent pas une classe distincte, à l'abri des vicissitudes de la vie. Hier, le gouvernement a remporté une grande victoire, une de plus dans sa lutte contre le déficit. Mais cette victoire est aussi celle du contribuable canadien. Et au bout du compte, cette victoire sera également bénéfique pour la fonction publique elle-même.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE PASSEPORT CANADIEN

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il n'y a rien qui soit plus sacré pour les Canadiens que leur passeport.

Lorsque de nouveaux citoyens de notre pays reçoivent leurs passeports, c'est probablement la plus grande journée de leur vie. Et aujourd'hui, ce document tant respecté est devenu l'objet d'acquisition par les trafiquants de drogues, les criminels, les fugitifs de tout acabit.

Je voudrais que le premier ministre nous dise depuis quand son gouvernement est au courant de cette situation désastreuse et ce qu'il entend faire pour remédier à la situation?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous reconnaissons très bien le problème avec les passeports.

Le passeport canadien fait l'envie du monde et le problème est qu'il est très populaire auprès des voleurs et des autres.

[Traduction]

Je ferai remarquer au député et au chef de l'opposition que la sécurité est un aspect essentiel de l'élaboration de notre politique relative aux passeports. Nous essayons de fournir un bon service à ceux qui font une demande de passeport. Nous délivrons 1,2 million de passeports par année. Nous nous préoccupons beaucoup des allégations liées au passeport canadien et faisons enquête là-dessus.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais savoir si le premier ministre est prêt à répondre à certaines de ces questions.